

Le plaisir de la politique et le devoir de gouverner : l'enthousiasme du politicien Helmut Hubacher contraste avec les réalités du pouvoir exécutif

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2017)**

Heft 2168

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014321>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le plaisir de la politique et le devoir de gouverner

L'enthousiasme du politicien Helmut Hubacher contraste avec les réalités du pouvoir exécutif

Yvette Jaggi - 12 juin 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31643>

A 90 ans révolus et 20 ans après avoir quitté la politique dite active, Helmut Hubacher donne à son huitième livre un accent authentiquement personnel. Il ne s'agit certes pas de l'autobiographie souhaitée par son éditeur. Mais [*Das habe ich gerne gemacht*](#) est un long et souriant aveu du grand plaisir que l'ancien employé de gare CFF aura pris à faire de la politique, au sein des Jeunesses socialistes, du mouvement syndical, du Grand Conseil de Bâle-Ville et du Conseil national (1963-1997).

Il aura passionnément aimé la fonction de président du PSS (1975-1990), sans conteste *«le plus beau poste au monde après celui de pape»*, selon le mot de Fritz Müntefering qui fut lui-même un président plutôt malmené de la social-démocratie allemande.

Le plaisir de la politique

Helmut Hubacher l'avoue sans détour: *«Je ne suis pas de ceux qui marchent dans le gros du cortège.»* Il préfère le premier rang, qu'il se sent le pouvoir de motiver et l'énergie d'emmenner. Surtout dans les temps d'adversité électorale et politique, grâce en particulier à ses ennemis les plus tenaces: James Schwarzenbach, auteur de la première initiative contre l'emprise étrangère rejetée de justesse en 1970, Valentin Oehen, dès 1988 cofondateur

d'Ecopop, Ernst Cincera, l'homme de l'affaire des fiches et, bien sûr, l'ennemi No 1, Christoph Blocher, si souvent combattu par Helmut Hubacher à la tribune du Conseil national.

Les grands moments de jubilation de celui que l'on désignait volontiers par ses initiales HH furent non seulement les batailles oratoires au Conseil national, mais aussi, et surtout, les Congrès du PSS dont il préparait avec soin l'ordre du jour et la liste des orateurs invités: de Willy Brandt à Michel Rocard en passant par Max Frisch, Peter Bichsel et André Gorz par exemple, tous ont soulevé les militants rassemblés pour des Congrès régulièrement conclus par l'Internationale.

Moment particulièrement fort, le grand Congrès tenu à Berne en février 1984, deux mois après la non-élection de Lilian Uchtenhagen, première femme candidate au Conseil fédéral. Un complot calmement préparé du côté de Bâle a conduit à l'élection d'Otto Stich. Événement suite auquel le PSS a voulu s'interroger: rester au gouvernement ou en sortir? Les 1'600 délégués ont à trois contre deux décidé de rester au gouvernement de concordance. Et les parlementaires socialistes ont participé dix mois plus tard à l'élection de la

première conseillère fédérale, une zurichoise aussi, mais radicale, en la personne d'Elisabeth Kopp.

Mais la présence d'Helmut Hubacher au Conseil national et à la tête du PSS fut aussi marquée de surprises plus heureuses: le lancement de l'abonnement CFF demi-tarif à cent francs, proposé par le conseiller d'Etat saint-gallois Florian Schlegel, l'acceptation des paiements directs d'abord catégoriquement refusés par les agriculteurs, qui ne voulaient pas porter la *«casquette des subventionnés»*, ou encore l'introduction d'un service civil, demandé pour la première fois en 1903 et devenu tardivement une évidence dans le pays où tout enfant naissait soldat.

Et, sujet de satisfaction suprême, il y eut même l'exemple d'un cuisant échec transformé en succès grâce à un retournement provoqué par les opposants eux-mêmes. En mai 1984, le peuple et les cantons refusaient l'initiative sur les banques lancée par le PSS. Des années et diverses crises plus tard, la réglementation des activités bancaires et des affaires financières se densifiait et se faisait de plus en plus rigoureuse, de même que la surveillance opérée par la Finma.

De quoi faire de la vie politique d'Helmut Hubacher «*une succession particulièrement forte de hauts et de bas*». Mais surtout d'éprouver le plaisir toujours renouvelé du combat politique, mené comme une vérification continuelle et réussie de ses propres valeurs. Et aussi de vivre d'innombrables rencontres, dont il rappelle une soixantaine, avec celles et ceux qui ont senti en lui le goût du contact direct et tout l'amical intérêt du politicien pour le récit des expériences vécues et révélatrices.

Gouverner, pas une partie de plaisir

Keine Lust: c'est le titre d'un commentaire sur le goût pour le moins inégal de gouverner ensemble que manifestent les membres actuels du Conseil fédéral, paru dans la NZZ du 27 mai. De toute évidence, aucun d'entre eux n'assume véritablement, devant les Chambres fédérales comme vis-à-vis de l'opinion publique, la responsabilité collégiale des options de l'exécutif. Ce qui pourrait faire craindre que ces dernières manquent de clarté ou n'aient pas fait l'objet de prises de position dûment exprimées.

En pratique, les conseillers fédéraux se contentent de présenter et défendre les projets émanant de leur département. Quitte à laisser les autres dans le flou, selon la vieille règle interne: je ne te combats pas, tu m'épargnes aussi.

Devant le Parlement et en public, Doris Leuthardt et Alain Berset s'engagent avec une belle énergie et un certain succès pour leurs propres dossiers. De même, Simonetta Sommaruga parvient toujours à imposer ses propositions, qu'elle sait faire évoluer. Tous parlent volontiers au nom du Conseil fédéral et revendiquent ce faisant l'assentiment non confirmé de leurs collègues.

Le chacun pour soi profite à ceux qui n'ont pas vraiment d'opinion. Ce qui rend difficile la définition d'une stratégie commune, en particulier sur des dossiers importants, telles les relations avec l'Union européenne ou l'initiative sur l'immigration de masse.

Et la journaliste, Heidi Gmür, de dénoncer l'absence apparente de Didier Burkhalter, les maladresses et la fatigue de Johann Schneider-Ammann ainsi que les

hésitations du dernier arrivé Guy Parmelin.

Le portrait du *septuor* gouvernemental n'a rien de vraiment flatteur ni d'injustement critique. Il fait simplement ressortir le manque d'envie endémique de gouverner qui règne au niveau fédéral - et peut-être aussi dans certains cantons. Or le goût d'exercer le pouvoir, octroyé par délégation mais confié pour accomplissement, est une condition nécessaire sinon suffisante.

Il faut y ajouter l'intelligence, le sens politique et une solide capacité de résister aux critiques. Difficulté supplémentaire, démocratie directe et scrutin proportionnel obligent: on gouverne à sept personnes qui ne se sont pas choisies et ne partagent pas la même ligne politique d'une part et, d'autre part, ce que l'on fait peut à tout moment se trouver empêché ou défait.

Vers la fin de la présente législature, il y aura sans doute des démissions au Conseil fédéral. Elles offriront l'occasion d'un renouvellement à ne pas manquer, et la chance peut-être de voir renaître l'art et l'envie de gouverner la Suisse.